

Déclaration des communistes de Romainville et de leurs élus

POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'EAU...



La jeune communauté d'agglomération Est-Ensemble, à laquelle Romainville appartient, va devoir se prononcer sur le mode de gestion de l'eau potable le mardi 23 novembre 2010.

- Soit en réintégrant le Syndicat des eaux d'Île de France composé de 135 communes de la région parisienne et dirigé par le Député Maire de droite, André Santini qui vient de renouveler la délégation de la gestion de l'eau à la multinationale VEOLIA pour 12 ans.

- Soit en optant pour une autre gestion de l'eau. D'un côté, un bien essentiel, vital comme l'air ou le soleil, un bien commun de l'humanité, jeté aux appétits commerciaux d'une entreprise privée maintes fois épinglée pour son opacité de gestion, qui engrange d'immenses profits dès que nos robinets coulent, alors que les consommateurs payent une ardoise de plus en plus lourde, à tel point que dans notre région, l'eau est la plus chère de France.

De l'autre, une gestion maîtrisée par la collectivité, facturée au prix coûtant, car extraite de la logique de marchandisation, de l'appât du gain et des dividendes des actionnaires.

Un cabinet a été missionné par la communauté d'agglomération afin d'éclairer les élus dans le choix qu'ils auront à faire. Malheureusement, nous ne pouvons que regretter l'orientation « pro-VEOLIA » de l'étude qui a été rendue.

Nous nous prononçons donc, en l'état des hypothèses connues :

- Contre la ré-adhésion au SEDIF. Proposer, comme le font certains, une ré-adhésion au SEDIF pendant deux ans, assortie d'études est une imposture. C'est se livrer pieds et poings liés à VEOLIA jusqu'en 2023. C'est se résigner à abandonner sans combattre le bien public aux intérêts financiers et à faire payer encore davantage les consommateurs.

- Contre l'abandon de la compétence « eau » à l'agglomération et le retour de cette même compétence à chaque ville.

Nous souhaitons en conséquence, puisque cela est possible pendant deux ans :

- Que soit renouvelée une convention temporaire de gestion de l'eau avec le SEDIF, et que dans le même temps soit engagée des études sérieuses, précises et impartiales sur toutes les alternatives à la gestion privée.

- Que la décision soit prise sur la base d'une large concertation publique pouvant aller jusqu'au référendum.

Les communistes de Romainville et leurs élus se prononcent donc pour une gestion publique de l'eau sur l'ensemble de l'agglomération.

Cette démarche s'inscrit dans une visée plus large, celle de la création d'un service public national de l'eau. Le sort de ce bien commun de l'humanité ne peut plus se décider en dehors des populations. Progresser vers une maîtrise sociale et publique de l'eau, source de vie, devient une exigence de plus en plus partagée.

Il s'agit de mettre en œuvre une véritable politique nationale de l'eau sous contrôle démocratique, affranchie des normes de rentabilité financière, inscrite dans la préservation de l'environnement et capable de garantir sur l'ensemble du territoire l'égal accès de tous à une eau de bonne qualité et à un tarif transparent.

Ce sont ces propositions que les élus communistes de notre ville auraient souhaité porter et relayer dans le conseil communautaire. **Ils ne pourront pas le faire, puisque Romainville est la seule ville où l'opposition, et donc les élus communistes, en ont été écartés.**

Mais, si on peut priver des élus de leur droit d'expression et de représentation, comme le fait madame le Maire et sa majorité municipale, on ne peut empêcher nos concitoyens, comme ils le font aujourd'hui, d'investir et de s'impliquer dans ce grand débat de société pour promouvoir un droit social et humain. C'est cette mobilisation citoyenne que doivent entendre les élus qui siègent au conseil communautaire. **Dans cet esprit les communistes et leurs élus vous invitent à se retrouver les mardis 9 et 23 novembre à 18h au Palais des Fêtes où se tiendront les réunions du conseil communautaire.**



Section de Romainville
01 48 44 2 40
<http://rassembleurs.blogspot.com>